



Ban Mines Newsletter

La lettre d'information de la Campagne belge pour Interdire les Mines

Numéro 10

Juin 2003

Edito...

La guerre en Irak a propulsé le problème des armes à sous-munitions au devant de la scène. N'étant pas strictement considérées comme des mines antipersonnel, les sous-munitions ont néanmoins des effets parfois encore plus pervers que celles-ci. C'est pourquoi nous avons décidé de consacrer la présente édition de la « Ban Mines Newsletter » à ces armes redoutables pour les populations civiles.

Largement utilisées par les forces de la coalition, les armes à sous-munitions larguées sur l'Irak laissent à la population un héritage particulièrement lourd, qui vient s'ajouter [aux mines posées par les forces irakiennes](#) ainsi qu'aux très nombreuses mines et débris de guerre explosifs des précédents conflits. Ainsi, dans la seule région de Kirkuk, l'ONG [Mines Advisory Group](#) a dénombré 360 nouvelles victimes entre janvier et mai 2003.

Ce constat effrayant, couplé au travail réalisé depuis de nombreuses années par nos équipes au Laos et en Afghanistan, nous a amenés à diffuser une [pétition](#) et à appeler à l'arrêt de l'utilisation, la production et l'exportation des armes à sous-munitions jusqu'à ce que les problèmes qu'elles posent sur le plan humanitaire soient résolus. Nous demandons également un accroissement des ressources disponibles pour les communautés et individus affectés par les sous-munitions ainsi que tout autre débris de guerre explosif. Enfin, nous appelons les utilisateurs de sous-munitions et de toute autre munition qui devient un débris de guerre explosif à accepter une responsabilité particulière pour la destruction, le marquage, l'éducation au danger, la fourniture d'informations et l'assistance aux victimes.

Sur un autre plan, l'universalisation du Traité d'interdiction des mines se renforce. Ainsi, depuis notre dernière édition, trois Etats ont rejoint le Traité (Lithuanie, Sao Tomé e Príncipe et Timor Leste), tandis que d'autres (Turquie, Grèce, Serbie et Monténégro...) ont déjà ratifié le Traité sur le plan interne. En outre, certains Etats ont exprimé récemment leur intérêt pour le Traité et ont commencé à l'appliquer sans pourtant le rejoindre complètement (Pologne, Lettonie, Biélorussie...).

A l'heure où un nouveau gouvernement belge se constitue, nous espérons que la question des mines et des sous-munitions trouvera l'écho qu'elle mérite. Car les populations affectées par ces armes lâches attendent une réponse au danger de mort qui les guette, au quotidien.



Dans ce numéro

P. 1:

Edito

P. 2:

- Sous-munitions et débris de guerre explosifs
 - Quelques chiffres
 - Sous-munitions vs. Mine antipersonnel
 - Irak
 - Ressources

P. 3:

- Les brèves...
- Mise à jour sur la ratification

P. 4:

- ICBL schedule of events
- Turkménistan
- Le défi de Bangkok
- Soutien des célébrités!

Vous aimez les actions de Handicap International Belgium?

Vous pouvez **nous aider** !

Faites un [don online](#),
Ça ne vous prendra que 45 secondes...

D'avance merci !

Sous-munitions et Débris de guerre explosifs

QUELQUES CHIFFRES

Laos

Les Etats-Unis ont effectué plus de 580.000 missions de bombardement au Laos entre 1964 et 1973.

2,3 millions de tonnes de bombes, principalement des bombes à sous-munitions, ont été lâchées faisant du Laos le pays le plus lourdement bombardé au monde. En moyenne, un avion a largué son chargement de bombes toutes les huit minutes, pendant neuf ans.

Kosovo

Les Etats-Unis ont largué 1.100 bombes à sous-munitions contenant chacune 202 sous-munitions. Le Royaume-Uni a largué 500 bombes à sous-munitions contenant chacune 147 sous-munitions. Et les Pays-Bas ont largué 165 bombes à sous-munitions. Même si les bombes à sous-munitions ne représentaient que 6% de l'arsenal total des armes, elles ont causé 15 à 26% des pertes civiles.

Guerre du Golfe de 1991

Les Etats-Unis ont largué 61.000 bombes à sous-munitions, lancé 100.000 obus d'artillerie et 10.000 missiles sol-sol pour un total de 30 millions de sous-munitions. Le Royaume-Uni a utilisé 395 bombes à sous-munitions.

Afghanistan

Les Etats-Unis ont lancé 1.228 bombes à sous-munitions contenant 248.056 sous-munitions entre octobre 2001 et mars 2002. Les conteneurs de sous-munitions représentaient plus ou moins 5% des 26.000 bombes lancées au cours de cette période.

Sous-munitions versus mines antipersonnel

Les armes à sous-munitions sont des armes contenant parfois plusieurs centaines de sous-munitions. Les armes à sous-munitions peuvent être lancés depuis un avion ou depuis le sol.

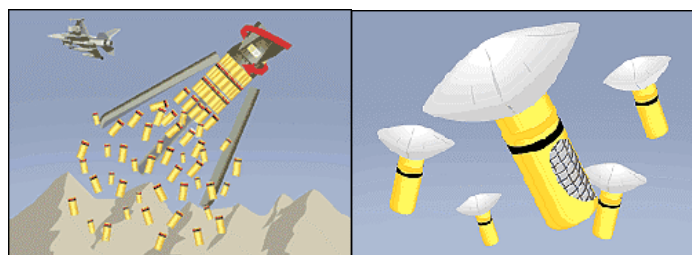


Photo : BBC

Photo : BBC

Plusieurs études montrent un taux de non-explosion allant de 5 à 30%. Si l'on considère donc la guerre du Golfe de 1991, lors de laquelle les Etats-Unis ont lancé 30 millions de sous-munitions, et si l'on prend le taux de non-explosion le plus optimiste (celui de 5%), cela signifierait que 1,5 million de sous-munitions non-explosées sont restées sur le terrain.

De telles munitions contiennent habituellement plus de charges explosives que les mines antipersonnel et se différencient par rapport à cette arme lâche par leur intention. Les mines antipersonnel sont conçues pour ne **PAS** exploser lorsqu'elles sont posées contrairement aux armes à sous-munitions qui sont conçues pour exploser, mais dont le dispositif ne s'enclenche souvent pas...

Utilisation récente des armes à sous-munitions en Irak

Il n'y a pas encore de données fiables relatives à la quantité exacte d'armes à sous-munitions utilisés en Irak.

Les Etats-Unis ont admis avoir largué 1.500 bombes à sous-munitions. Toutefois, les quantités de munitions lancées à partir d'engins terrestres n'ont pas été dévoilées. Ce chiffre sera probablement beaucoup plus élevé. Le Département de la Défense britannique a admis avoir utilisé plus de 2.000 armes à sous-munitions.



Photo : Sean Sutton / MAG

Controverse

Au Royaume-Uni, l'utilisation d'armes à sous-munitions a été publiquement remise en question. Adam Ingram, le ministre britannique des Forces armées, a récemment admis que l'utilisation des armes à sous-munitions contre des cibles civiles serait illégale.

Des cartes montrent l'usage massif de armes à sous-munitions dans des zones habitées.

Les Conventions de Genève réglementent les conflits armés. L'article 51 du Protocole 1 de ces Conventions oblige les gouvernements à faire la distinction entre les cibles militaires et les cibles civiles.

Cliquez [ici](#) pour lire le texte complet des Conventions.

Ressources

Nous vous proposons quelques sites qui vous permettront de soutenir cette nouvelle campagne. Ces sites contiennent des informations sur les sous-munitions et les débris de guerre explosifs. Ils sont loin d'être exhaustifs, mais c'est un bon début.

<http://www.hrw.org/arms/clusterbombs.htm>

<http://www.mcc.org/clusterbomb/>

<http://www.landmineaction.org/resources.asp>

<http://www.fas.org/man/dod-101/sys/dumb/index.html>

Si vous désirez poser des questions supplémentaires à ce sujet, n'hésitez pas à envoyer un message à l'adresse suivante minepolicy@handicap.be

Les brèves...

Du côté politique

Réunion mondiale des chercheurs de l'Observatoire des mines



Du 7 au 9 avril 2003, 70 chercheurs provenant de 65 pays se sont réunis à Rome, en Italie, afin de discuter de leurs rapports pour l'Observatoire des mines. La conférence était organisée par la [Campagne italienne pour interdire les mines](#), avec le soutien du gouvernement italien qui a exprimé sa volonté de s'engager fortement lors de la présidence italienne de l'Union européenne. Cliquez [ici](#) pour le rapport complet de la réunion.

Atelier de travail à Brazzaville

Un atelier de travail a été organisé à Brazzaville (Congo) les 7 et 8 mai 2003 et portait sur l'application du Traité d'Interdiction des Mines dans les 2 Congo. Plusieurs pays ainsi que des organisations internationales ont participé à cette rencontre et ont pu apprécier les progrès réalisés mais aussi les grands défis à venir.

Pour en savoir plus sur le Congo, lisez [ce chapitre](#) du rapport de l'Observatoire des mines 2002. Cliquez [ici](#) pour lire le rapport sur la République démocratique du Congo.

Visites d'ambassades

Le 1^{er} mars 2003, à l'occasion du quatrième anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité d'Ottawa, HIB s'est rendu dans plusieurs ambassades à Bruxelles. HIB a eu des réunions avec des représentants de la Turquie, du Bélarus, du Tadjikistan, des Etats-Unis, de Lettonie, de Serbie et du Monténégro, d'Estonie et de Lituanie.

Depuis lors, la Turquie est sur le point d'accéder au Traité, le Bélarus a entamé la destruction de ses stocks, les Etats-Unis n'ont pas utilisé de mines antipersonnel en Irak (à notre connaissance), la Lettonie a soumis un rapport de l'Article 7, le Parlement de Serbie et du Monténégro a approuvé la législation relative à l'accession, et la Lituanie a ratifié le Traité le 12 mai 2003.

Conférence sur les débris de guerre explosifs

[Pax Christi Irlande](#) a organisé du 23 au 25 avril 2003 une conférence internationale à Dublin avec le soutien du Département irlandais des Affaires étrangères. Plusieurs pays et organisations internationales étaient présents. Les sujets au programme de cette conférence abordaient, entre-autres, les activités de recherche et de campagne, le processus de la Convention sur les armes classiques, les événements actuels en Irak etc. HIB a effectué une présentation sur le Laos reposant sur l'expérience que nous avons engrangée après plusieurs années de présence dans ce pays.

La Conférence a eu pour conséquence directe la mise sur pied d'un groupe provisoire d'ONG qui travaillent sur la question des armes à sous-munitions et des débris de guerre d'explosifs.

Sur le terrain

Destructions de stocks en Afghanistan



Depuis début avril 2003, HIB a accéléré ses activités d'action humanitaire contre les mines près de Kandahar. Du personnel international supplémentaire a été envoyé en Afghanistan en vue de former des équipes locales composées d'Afghans aux techniques d'identification et de destruction des engins non-explosés (UXO) et afin de faciliter la destruction des stocks de mines antipersonnel et antichar.

Cliquez [ici](#) pour plus d'informations sur nos activités en Afghanistan.

D'autres destructions de stocks... en RDC

Le 5 avril 2003, HIB a détruit un stock de mines et d'engins non-explosés à Bunia. Ces mines ont été livrées à la MONUC par l'armée ougandaise qui les avait saisies à l'UPC.

Le programme à Kisangani est actuellement en stand-by. Aucun financement n'a été trouvé pour poursuivre la mission.

Nous souhaitons rendre hommage à David Godrie, Conseiller technique pour HIB à Kisangani. David nous a quitté le matin du 29 avril, dans des circonstances qui n'étaient pas liées aux dangers des mines ou à son activité professionnelle.

Nos pensées vont à Véronique, ses deux enfants, sa famille et ses amis.



Mise à jour sur la ratification

- **São Tomé e Príncipe**: a accédé au Traité d'Interdiction des Mines le 30 avril 1998 et décidé de le ratifier le 31 mars 2003.
- **Lituanie**: Comme nous l'avions annoncé dans l'édition précédente de la *Ban Mines Newsletter*, nous avons reçu des signes positifs de ce pays. Ces signes se sont confirmés quand la Lituanie a ratifié le Traité d'Ottawa le 12 mai 2003.
- **Timor-Leste**: accession le 7 mai 2003.
- **Serbie et Monténégro**: Le Parlement a approuvé le 20 juin 2003 la législation nationale permettant l'accession au Traité.
- **Turquie et Grèce**: Le Président truc a récemment annoncé que son pays est prêt à accéder au Traité d'Interdiction des Mines, dans le cadre d'un effort conjoint avec la Grèce.

Ceci porte à **147** le nombre de pays signataires, dont **134** ont déjà ratifié le Traité.

ICBL Schedule of Events

SEPTEMBER

9: Worldwide. 2003 Landmine Monitor Report released.

15-19: Bangkok, Thailand. Fifth Meeting of States Parties to the 1997 Mine Ban Treaty. <http://www.icbl.org/5MSP>
<http://www.tmac.go.th/5MSP/5MSP.htm>



20-21: Bangkok, Thailand. ICBL General Meeting.

Turkménistan

Comme nous l'avions mentionné dans le [numéro précédent](#) de la *Newsletter*, plusieurs Etats devaient respecter des dates buttoirs concernant la destruction de stocks de mines antipersonnel. Jusqu'à présent, tous les Etats Parties au Traité ont respecté les dates limites, mais lors de la dernière réunion intersessionnelle tenue en mai 2003, l'ICBL a fait mention d'une violation possible du Traité d'Ottawa. Le Turkménistan a déclaré détenir un stock de 70.000 mines antipersonnel à des fins de formation. De nombreux Etats ainsi que l'ICBL ont insisté il y a déjà bien longtemps sur le fait que les quantités préservées pour la formation devaient être de l'ordre de quelques centaines ou de quelques milliers, et pas de quelques dizaines de milliers.

Cliquez [ici](#) pour lire le rapport de la session de mai sur la destruction des stocks.

Le défi de Bangkok

La Cinquième Réunion des Etats Parties aura lieu en septembre 2003 à Bangkok. La Thaïlande se trouve sur un continent qui reste largement en dehors du Traité d'Interdiction des Mines. Depuis le dernier rapport de l'Observatoire des mines, l'Afghanistan et le Timor oriental ont rejoint le Traité, faisant passer à 17 (sur 40) le nombre d'Etats Parties dans cette région.

Dans les Etats continentaux du sud-est asiatique, une personne est blessée ou décède toutes les 2 heures à cause d'une mine.

3 des 14 Etats qui continuent à produire des mines antipersonnel sont des Etats du sud-est asiatique: Birmanie, Singapour et Vietnam.

Nous espérons que la réunion de Bangkok nous permettra de poursuivre l'universalisation du Traité dans cette région en particulier.

Pour plus d'informations sur ASEAN et les mines antipersonnel, cliquez [ici](#).
Lisez également le résumé de l'Observatoire des mines 2002 sur la [région Asie-Pacifique](#).
Consultez aussi la [liste des pays](#) qui n'ont pas encore adhéré au Traité.



Soutien des célébrités !



Lors de sa tournée, Paul McCartney a porté un T-shirt avec l'inscription "No more landmines".



Michael Pas, un acteur belge, a récemment visité les projets de HIB au Cambodge. Il en parle à plusieurs reprises dans les médias.

Plus d'information à ce sujet (seulement en néerlandais) sur notre [site web](#)

Ont contribué à ce numéro :
Stan Brabant, Mark Russell

Traduction :

<http://www.colingua.be>

Pour plus d'information :

Handicap International Belgium
Koen Baetens
Spastraat 67
1000 Brussel

Tel : 0032 2 286 52 68

koen.baetens@handicap.be
www.handicapinternational.be